

## Etat des lieux de la politique d'Open Data au Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a déployé une politique volontariste d'ouverture des données publiques, motivée d'abord par une exigence de transparence, puis par le potentiel économique. Même si les classements internationaux montrent une dégradation de la position relative du Royaume-Uni, il conserve une avance dans certains domaines, comme les données géospatiales, et ambitionne d'être la « première économie de données aux monde » dans sa *National Data Strategy* publiée le 9 septembre.

Si le Royaume-Uni a longtemps été à l'avant-garde de la politique d'*Open Data*, des axes d'amélioration ont émergé.

### Une politique volontariste en termes d'ouverture des données publiques a été menée.

Dans un premier temps, cette politique visait à assurer une plus grande transparence des politiques publiques. En 2000, le *Freedom of Information Act* a consacré l'obligation pour les autorités publiques de publier les données demandées par un citoyen. En 2010, deux outils ont été créés afin de favoriser une politique « d'ouverture par défaut »<sup>1</sup> : toutes les données qui peuvent l'être doivent être mises à disposition sur la plateforme unique des données publiques ouvertes *data.gov.uk* et publiées sous l'*Open Government Licence*, permettant leur réutilisation gratuite et illimitée<sup>2</sup>. En 2016, le Royaume-Uni a été le premier pays du G7 à adopter l'*Open Contracting Data Standard*, qui implique que l'ensemble des données produites lors des processus de passation des marchés publics soient accessibles sur une plateforme (« *Contract Finder* »).

Dans un second temps, le gouvernement s'est concentré sur le potentiel d'innovation associé à l'*open data*. Le Royaume-Uni a ainsi été le premier pays à mener des projets de *Smart Data*, désignant le partage sécurisé et consenti des données des clients avec des fournisseurs tiers autorisés, qui les utilisent pour proposer des services. *Open Banking*, pour les données bancaires, est l'initiative la plus aboutie, et a permis le développement de nombreuses *fintech* comme *Monzo*<sup>3</sup>. Le Ministère des Transports a ouvert des bases de données tarifaires par mode de transport – en 2013 pour le ferroviaire et en 2020 pour les bus – avec pour objectifs la simplification des voyages des passagers et le développement de services tels que des comparateurs de prix et applications de navigation.

### Malgré le rôle pionnier de l'*Open Data Institute* (ODI), une politique forte d'ouverture des données privées reste encore à construire.

Fondé en 2012, l'ODI est une organisation indépendante qui défend l'ouverture des données. Elle offre notamment des prestations d'accompagnement d'entreprises dans l'exploitation commerciale des données, et mène des projets sectoriels, comme la plateforme *Open Active*, qui vise à promouvoir l'activité physique par la publication en accès libre d'informations sur les structures

<sup>1</sup> [Open Data White Paper, Unleashing the Potential, HM Government, June 2012](#)

<sup>2</sup> Les premières données publiées concernaient les dépenses gouvernementales et les salaires des hauts fonctionnaires.

<sup>3</sup> *Monzo* est une des premières banques en ligne du Royaume-Uni, fonctionnant par le biais d'une application mobile.

sportives, privées comme publiques. L'ODI est également à l'initiative de *data trusts*, projets pilotes de structures offrant un cadre au partage de données entre entreprises.

Dans un rapport de février 2020<sup>4</sup>, l'ODI a appelé à rendre obligatoire l'ouverture des données privées dans les domaines où cela favoriserait l'innovation, comme cela a été fait par exemple pour les opérateurs de bus<sup>5</sup>.

Le lancement d'une stratégie nationale de la donnée et les travaux de nouvelles institutions confirment toutefois l'avance du Royaume-Uni dans certains domaines.

[Des institutions ont récemment été créées pour améliorer la réutilisation des données publiques, aussi bien par l'amélioration de leur qualité que par des initiatives sectorielles.](#)

Créée en 2017 afin de maximiser la valeur économique des données de localisation, la *Geospatial Commission* coordonne les travaux de six organismes clés dans le domaine. Son premier engagement a été l'ouverture gratuite des données de l'*Ordnance Survey Master Map*, carte digitale, initialement payante, inventoriant l'ensemble des données topographiques. Cette ouverture pourrait apporter 130 M£ de bénéfices économiques par an selon le *Cabinet Office*<sup>6</sup>, grâce à l'exploitation des données pour le développement de nouvelles technologies, comme les voitures connectées. Le dernier rapport de cette commission, datant de juin 2020<sup>7</sup> établit des objectifs ambitieux, notamment en termes de qualité et d'interopérabilité de la donnée.

En 2019, l'unité spéciale *NHSX* a été créée afin de conduire le programme de transformation numérique des soins de santé. Dotée de 1 Md£ par an, elle est chargée notamment de définir la politique nationale en matière de partage de données du *National Health System (NHS)*.

Enfin, la mission interministérielle *Data Standard Authority* a été mise en place en avril 2020 afin de promouvoir la standardisation des données publiques, et ainsi, améliorer leur fiabilité, accessibilité et partage. Ses premiers travaux ont eu pour objectif de définir des « standards de métadonnées », qui déterminent le format dans lequel les données publiques doivent être enregistrées et partagées.

[Le nouveau projet de \*National Data Strategy\* a pour ambition de faire du Royaume-Uni « la première économie de données au monde ».](#)

Publiée et soumise à consultation le 9 septembre 2020<sup>8</sup>, elle présente la donnée comme un vecteur central d'innovation et de retombées économiques, et un moyen indispensable pour améliorer la définition des politiques publiques. Cette stratégie identifie cinq domaines prioritaires d'action : l'exploitation commerciale de la donnée, la sûreté de la donnée, l'utilisation gouvernementale de la donnée, la résilience des infrastructures, et les flux internationaux de données.

*Les classements internationaux du Royaume-Uni en matière d'Open Data se sont récemment dégradés (le classement de l'OCDE Ourdata Index 2019, le place à la 20<sup>ème</sup> position, soit 16 de moins par rapport à 2017) ; cette baisse tient largement à celle du 3<sup>ème</sup> pilier de l'indice, le « soutien du gouvernement à la réutilisation des données ». Toutefois, les travaux de la nouvelle Data Standard Authority et les futures initiatives découlant de la National Data Strategy - dont l'un des axes principaux est l'interopérabilité de la donnée - pourraient contribuer à inverser cette tendance.*

**Emmanuel Massé**

<sup>4</sup> [The Value of Data, ODI, Bennet Institute for Public Policy, February 2020](#)

<sup>5</sup> [UK's Bus Services Act, 2017](#)

<sup>6</sup> [Press Release, Cabinet Office, Geospatial Commission, 13 June 2018](#)

<sup>7</sup> [Unlocking the power of location, The UK's Geospatial Strategy, 2020 to 2025, Geospatial Commission, 2020](#)

<sup>8</sup> [National Data Strategy, Policy Paper, DCMS, September 2020](#)